

## La scission CGT/FO

Pourquoi traiter de ce sujet ?

Il y aura 60 ans, en décembre 2007, survenait un événement important pour le mouvement syndical.

En effet fin décembre 1947 cinq secrétaires confédéraux : Jouhaud, Bothereau, Delamarre, Bouzanquet, Neumeyer quittaient la CGT pour créer Force Ouvrière.

Depuis 60 ans, beaucoup présentent cette scission en opposant une CGT communiste liée au Parti et une Force Ouvrière totalement indépendante. C'est une caricature.

Nous allons démontrer dans ce livret en nous appuyant sur des faits et des écrits d'historiens qui montrent que si cette scission est due à deux conceptions différentes du syndicalisme, il n'y a pas d'un côté le lien au politique et de l'autre l'indépendance mais au contraire, au moment des faits, l'affrontement de 2 idéologies différentes.

Je citerai pour terminer cette courte présentation :

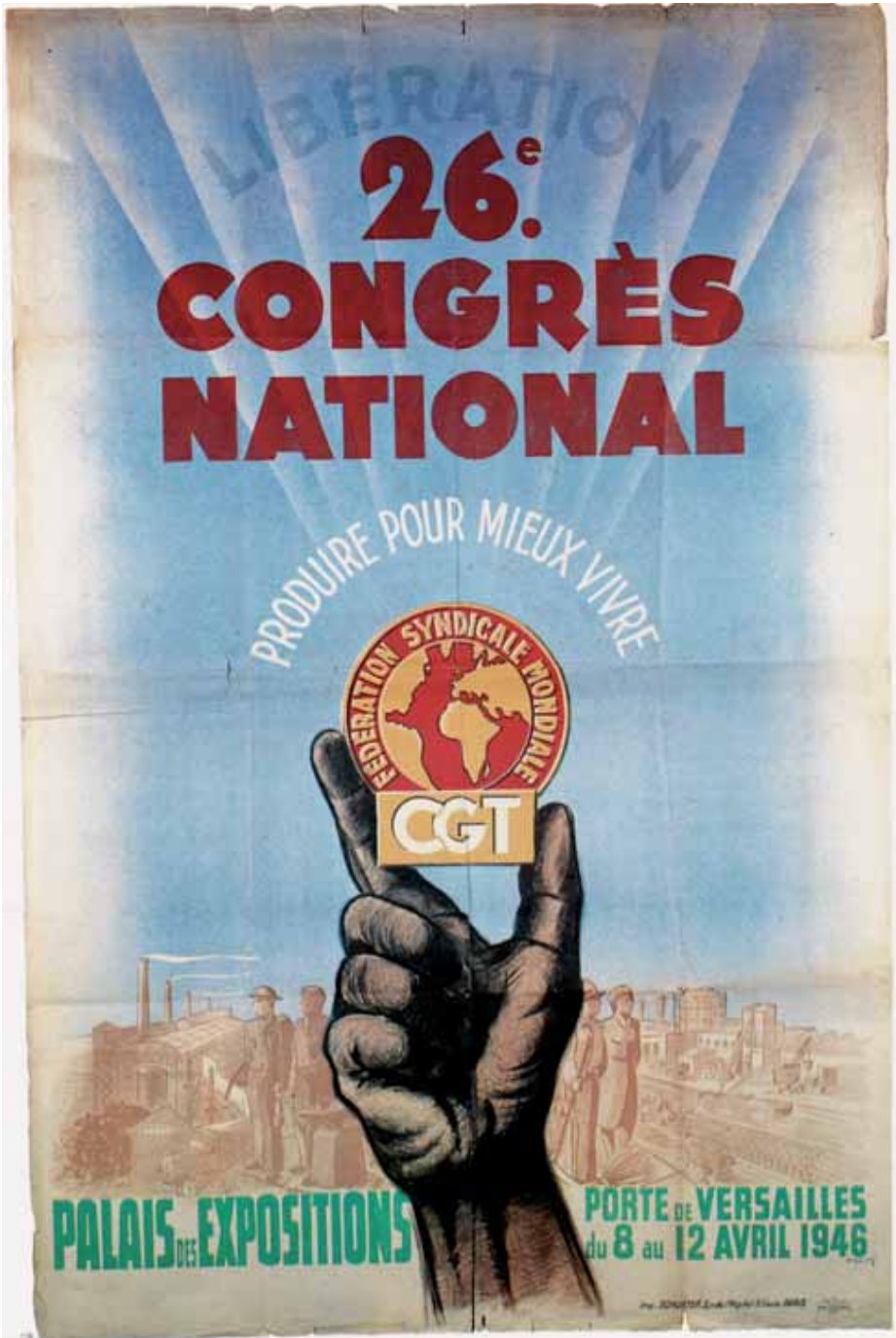
*«à l'issue de la conférence nationale de la CGT<sup>(1)</sup> la tendance socialiste décide de faire scission, elle crée le syndicat Force Ouvrière (FO<sup>(2)</sup>)».* La chronologie illustrée de l'histoire universelle, p 208 ; éd. Albin Michel, 1992.

De nombreux éléments contenus dans ce livret viendront confirmer cet écrit.

Cette scission ne peut se comprendre sans l'analyse de la situation internationale présentée dans les pages qui suivent.

*Le Président de l'IHS CGT Rhône,*  
**Charles RAMAIN**





## Le contexte international en 1947

L'année 1947 est celle de la rupture Est-Ouest.

En France, on assiste, à l'automne, à la généralisation des grandes grèves.

Le 3 juin 1947, le Général Marshall prononce à Harvard un discours annonçant son plan d'aide aux pays de l'Ouest.

En septembre 1947 est créé en URSS le Kominform, groupe de travail des partis communistes des pays des démocraties populaires (c'est la réponse au plan Marshall).

Fin 1947, le gouvernement français abandonne son projet de démembrement de l'Allemagne occidentale. En décembre, les trois zones sont réunies. La France accepte de participer à la conférence de Londres qui a lieu après l'échec de la conférence de Moscou de mars-avril 1947. (Les ministres des Affaires étrangères des quatre pays alliés n'ont pu s'entendre sur aucun des problèmes allemands).

A Londres, une autorité internationale de la Ruhr est créée pour contrôler la production de l'Allemagne. Une Constitution est prévue pour organiser un nouveau régime dans les trois zones de l'Ouest.

Berlin est divisé en quatre zones, la 4<sup>e</sup>, à l'Est, étant sous l'autorité de l'Union soviétique ; c'est le début de la guerre froide.

Truman va alors exercer des pressions sur le gouvernement français pour qu'il se débarrasse des communistes.

Dans ce contexte il devenait insupportable, pour les Etats-Unis, d'avoir en France une organisation syndicale qui avait plus de 4 millions d'adhérents et dont bon nombre de dirigeants étaient des militants communistes.

Il était donc urgent d'affaiblir la CGT.





## Les responsables CGT de l'époque



### FRACHON Benoît

Né le 13 mai 1893 au Chambon-Feugerolles (Loire), mort le 4 août 1975 aux Bordes (Loiret) ; ouvrier métallurgiste ; secrétaire de la CGTU<sup>(3)</sup> de 1933 à 1936 ; secrétaire de la CGT de 1936 à 1939 ; secrétaire général de la CGT de 1945 à 1967 ; président de la CGT de 1967 à 1975 ; membre de l'Assemblée consultative provisoire (1944-1945).

Le jeune Frachon ressentant l'humiliation de devoir tirer la sonnette des patrons pour retrouver du travail, participa vivement à un petit groupe libertaire. *«Dans ce petit groupe nous avions de dix-sept à vingt ans, nous étions nés à la lutte des classes en plein centre anarchiste et anarcho-syndicaliste. Nous étions encore ignorants des courants qui se heurtaient, y compris à l'intérieur de la CGT».*

Frachon, qui a participé à la grève générale de décembre 1912 contre la loi d'un service militaire de trois ans, est enrôlé en 1913. Comme beaucoup de jeunes gens issus des couches populaires, ce fut l'occasion pour lui de quitter pour la première fois son pays natal. Il fut démobilisé le 19 août 1919. Le 8 septembre 1919, il était de retour au Chambon-Feugerolles. C'est à ce moment-là qu'il adhéra à la SFIO : la séparation avec l'anarchisme était bien en marche.

Après le Congrès de Tours et la création du Parti Communiste, il adhéra au PC. Il devint secrétaire général de la CGTU en 1931. Le constat de la situation française et la répression anticomuniste et anti-ouvrière l'obligea à la clandestinité jusqu'en août 1944. Il ne quittera pas Paris et la région parisienne sauf pendant la débâcle.

Sa grande expérience du mouvement ouvrier, son incontestable autorité politique et syndicale le firent désigner le 8 octobre comme secrétaire du Parti pour le territoire français.

Dès l'automne 1940, il établit un contact avec Louis Saillant. L'hostilité commune au projet de Charte du Travail et à la collaboration avec l'ennemi permit l'organisation d'une réunion entre représentants des confédérés et unitaires, le 17 mai 1941. Rompus à cause de la répression, les contacts repriront en juillet 1942. Frachon proposa alors à Jouhaux un appel commun à la classe ouvrière, sur les revendications immédiates, les libertés syndicales, le refus de la charte du travail et du travail forcé en Allemagne, qui exhorterait les travailleurs à participer à la lutte armée, annoncerait la réunification de la CGT et inviterait Fédérations et Unions Départementales à la réaliser effectivement. En septembre, Semat, porteur de ces propositions, au nom de Frachon, rencontrait Jouhaux à Cahors. Le désaccord sur la lutte armée et les réserves de Jouhaux pour entrer dans la clandestinité firent tourner court la rencontre. De nouveaux contacts devaient finalement conduire aux accords de réunification du Perreux en avril 1943. Frachon avait participé directement à l'élaboration de la plateforme revendicative proposée aux confédérés.

La «dyarchie Jouhaux-Frachon» a été officialisée au cours du CCN<sup>(4)</sup> du 5 septembre 1945. Elle était confirmée par le Congrès d'avril 1946.

Début 1947, s'il approuvait la baisse des prix du gouvernement Blum, il maintenait très fortement les exigences en matière salariale, notamment à propos du minimum vital, et s'interrogeait en février dans *l'Humanité*, sur le rôle de l'Etat, selon qu'il est ou non «démocratique». Le soutien de la grève Renault (fin avril 1947) lui parut découler de l'attitude de la CGT à l'égard des revendications. Après l'éviction des ministres communistes du gouvernement Ramadier, Frachon accentua par ses interventions la pression syndicale.

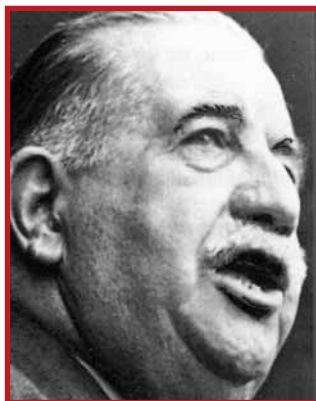
Des grèves de la fin 1947, que dans le feu de l'action, il avait soutenues de toutes ses forces, il tira sur-le-champ un bilan critique : il rappela la force et la légitimité du mécontentement des travailleurs, jugea positive cette bataille de classe, même soldée par l'échec final, fustigea la scission de Force ouvrière, mais il critiqua l'existence d'un comité national de grève regroupant l'ensemble de fédérations, estimant qu'il aurait fallu le limiter aux seules Fédérations en grève. Aussi bien, pendant le conflit, avait-il souligné avec force que la CGT ne s'engageait pas dans la grève générale. La scission consommée – il en sous-estima d'ailleurs la portée – il fut secrétaire général aux côtés d'Alain Le Léap, l'un des vice-présidents de la Fédération Syndicale Mondiale, dont la création et les premiers pas devaient beaucoup à l'action internationale, toujours intense de Frachon. Le Léap s'étant retiré en 1957, Frachon fut désormais seul secrétaire général ; l'unicité du poste sera consacrée en 1959 par le Congrès confédéral.







## Les responsables CGT de l'époque



### JOUHAUX Léon, Henri

Né et mort à Paris : 1<sup>er</sup> juillet 1879 – 28 avril 1954 ; syndicaliste ; secrétaire, puis secrétaire général de la CGT (1909-1947) ; président de la CGT-FO (1948-1954) ; président du Conseil économique (1947-1954) ; président du Groupe ouvrier (1919-1954) et vice-président du Conseil d'administration du Bureau International du Travail (1946-1954) ; vice-président de la Fédération syndicale internationale (1919-1945) ; vice-président de la Fédération Syndicale Mondiale (1945-1948) ; vice-président de la Confédération internationale des syndicats libres (1949-1954) ; prix Nobel de la Paix 1951.

Dès l'âge de 15 ans, son intérêt pour le syndicalisme ne cesse d'augmenter.

De 1906 à 1909, Jouhaux fut un militant, mais un militant discret dans les rivalités qui continuaient à opposer partisans d'un syndicalisme émanant des Bourses du Travail et partisans d'un syndicalisme s'appuyant sur les fédérations de métiers ou d'industries, discret aussi dans les luttes mettant aux prises «révolutionnaires» et «réformistes», bien que son tempérament, ses sympathies avouées et ses mandats le fissent se ranger parmi les premiers, discret encore dans les conflits qui allaient aboutir à la démission du secrétaire Victor Griffuelhes.

En apprenant l'assassinat de Jaurès, à l'unanimité, le Comité Confédéral de la CGT, le 1<sup>er</sup> août, se prononça contre la grève générale que la Confédération dans tous ses congrès, avait prévue en cas de guerre. Jouhaux publia un éditorial dans la *Bataille syndicaliste* sous le titre «Pas d'affolement».

Le 4 août Jouhaux prononça un discours aux obsèques de Jaurès et la phrase restée fameuse *«Au nom de ceux qui vont partir et dont je suis, je crie devant ce cercueil que ce n'est pas la haine du peuple allemand qui nous poussera sur les champs de bataille, c'est la haine de l'impérialisme allemand»*. Cependant dès le lendemain, sous l'influence du socialiste Albert Thomas, semble-t-il, il accepta un sursis d'appel.

Il essaya, profitant des circonstances de rapprocher le mouvement syndical américain des organisations européennes et il reçut longuement Compers, président de l'AFL(5), en septembre 1918, à Paris.

En octobre 1919, Jouhaux partit pour Washington à la réunion de l'OIT<sup>(6)</sup> qui devait désigner le premier directeur du BIT<sup>(7)</sup> et il fut un des artisans du succès de la candidature d'Albert Thomas. Après la CGT, le BIT devint sa seconde maison tandis que ce voyage constituait son premier contact direct avec les États-Unis.

Le 9 juin 1940 Jouhaux était à Rennes. Le ministre du Travail Pomaret lui demanda par téléphone de rentrer à Paris. Le 10 juin la CE<sup>(8)</sup> de la CGT décidait le repli du Bureau confédéral à Poitiers, simple étape sur la route de Bordeaux où Jouhaux arriva le 15 juin au milieu des intrigues.

En août 1941, Jouhaux s'installa à Cabriès, entre Marseille et Aix ; il continua à beaucoup recevoir. De passage à Marseille, il fut arrêté le 26 décembre 1941, interné à Vals les Bains, puis conduit à Vichy, chez le ministre de l'Intérieur Pucheu qui lui signifia sa mise en résidence forcée à Cahors.

La position de Jouhaux se trouva à nouveau diminuée à la suite du congrès confédéral d'avril 1946. La majorité, qui était du côté de Frachon, accueillit avec respect Jouhaux, mais imposa sa loi dans les votes. Modeste consolation, le titre de secrétaire général demeura partagé entre Jouhaux et Frachon.

La guerre froide en 1947 eut raison d'une unité bien fragile. Jouhaux était à Genève quand il apprit la proposition Marshall en juin 1947. Il s'y rallia aussitôt, mais la CGT ne tarda pas à condamner le plan Marshall (novembre 1947) et, après avoir freiné jusqu'en mai 1947 les mouvements revendicatifs, les encouragea vigoureusement.

Elu président de la CGT-FO il suivit avec intérêt, mais d'assez loin, son activité se bornant à donner des conseils, à rendre des arbitrages. Il se consacra à son rôle de président du conseil économique et à ses activités internationales : toujours l'OIT mais aussi la CISL<sup>(9)</sup>, le Conseil international du Mouvement européen et l'Organisation des Nations Unies où il était le seul militant syndicaliste membre d'une délégation nationale.





## L'été 1946 : le basculement

Après la période incertaine qui a suivi la Libération et après la démission du général de Gaulle ne voulant pas gouverner avec une Assemblée de Gauche les classes dirigeantes de droite reprennent les rênes du pouvoir ; c'est le début du tripartisme : MRP<sup>(10)</sup>, SFIO<sup>(11)</sup>, PCF<sup>(12)</sup> qui met fin aux espoirs d'un parti de la Résistance et d'une certaine manière à l'esprit d'un renouveau politique.

Dès le premier semestre les choix officiels décisifs lient le gouvernement aux Etats-Unis ; les accords de Washington, signés du côté français, par Léon Blum (ambassadeur) – dits accords BLUM-BYRNES – le 28 mai 1946, conditionnent l'aide économique (Plan Marshall) à l'importation complète des films américains. Désormais toute reconstruction indépendante est exclue.

Les progrès de la droite, – au détriment d'une SFIO qui a tout misé sur les négociations de Washington – inséparables de l'alliance économique avec les Etats-Unis, soulignent la difficulté du rapprochement ouvriers-classes moyennes, basé, sur la «Bataille de la Production» (lancée par Benoît Frachon en 1944 qui a fait disparaître alors la grève comme mot d'ordre de la CGT) ; les classes moyennes, qui attendent tout de «l'aide américaine», ne sont guère tentées par la stratégie d'indépendance.

Devant cette conjoncture, la majorité cégétiste amorce le retour à des formes plus traditionnelles de lutte.

Les perspectives radieuses s'obscurcissant, le blocage des salaires ouvertement mis en cause le 29 mai 1946, la CGT réclame une augmentation des salaires de 25 %.

Les divisions internes commencent à être perceptibles. Les «Confédérés»<sup>(13)</sup> ont diffusé, au sein de la CGT, les retenues de la SFIO vis-à-vis du projet constitutionnel qui offrait de solides garanties : droit au travail (droit syndical, droit de grève), médecine du travail, l'extension des nationalisations.

Les tracts de soutien au OUI dans une campagne électorale pour le référendum ratifiant la Constitution de la IV<sup>e</sup> République que la SFIO a catégoriquement refusé de mener en commun avec le PCF, sont souvent restés dans les tiroirs, au sein des sections syndicales animées par la minorité.



## Des alliances étonnantes et, malgré les difficultés, des initiatives intéressantes

La marge de manœuvre de la tendance Léon Jouhaux demeure étroite : après avoir, pendant quelques mois de réorganisation aux accents gauchistes, tempêté contre le blocage des salaires que les majoritaires étaient accusés de cautionner, comment critiquer ouvertement la revendication cégétiste ? Comme la SFIO vivement hostile aux 25 %, la majorité préfère se taire ou ironiser sur le « virage à 180° » de mai-juin ; la tendance FO est cependant encore trop faible pour que son opposition pèse d'un poids suffisant, à la Conférence du Palais Royal réunie du 4 au 22 juillet 1946 sur le sort officiel de la CGT.

Or les obstacles s'accroissent en rangs serrés : le PCF est entravé par sa participation à un Gouvernement désormais dirigé par le MRP (Georges Bidault). Celui-ci, appuyé par une SFIO qui a décidé d'observer le silence et de refuser tout poste « économique » (n'osant pas assumer son veto à la demande syndicale) fait savoir qu'il n'ira pas au-delà de 15 %. La majorité cégétiste se sort de l'embûche par une tactique hardie : l'alliance avec la Confédération Générale de l'Agriculture permet aux salariés d'obtenir fin juillet, une augmentation un peu supérieure à 20 %.

Cette période connaît aussi une floraison d'initiatives culturelles qui prolongent les réflexions sur l'école avec notamment le plan LANGEVIN-WALLON. C'est la mise en place des Maisons de la Culture, la création par la CGT de l'association « Travail et Culture ». Ce sont aussi des initiatives venant d'hommes de cœur et de talent, tel Jean Vilar à qui l'on doit le Festival d'Avignon et le Théâtre National Populaire (TNP) qu'il dirigea jusqu'en 1951 en liaison avec les Comités d'Entreprises (CE).





## **Défensive et affaiblissement : de l'été 1946 au printemps 1947**

La contre-offensive ouvrière, par le biais des grèves, entraîne une réplique efficace des classes dirigeantes ; la hausse des prix industriels et agricoles, véritables tornades, fait sombrer l'augmentation des salaires de juillet 1946. L'alliance ouvriers-pay-sans craque définitivement, les minoritaires vont en profiter pour donner écho à une campagne antipaysanne.

Tant que la classe ouvrière a accepté certains sacrifices car il fallait rebâtir, un consensus était accepté.

Dans le 2<sup>e</sup> semestre 46, de grandes lois apportent une sécurité nouvelle pour les travailleurs : assurance sociale pour tous, médecine du travail, statut de la fonction publique, conventions collectives... Mais à partir du moment où la CGT rejette la règle du jeu qu'imposent les dirigeants économiques et politiques, la guerre est déclarée.

La grève des PTT du 30 juillet au 4 août 46, est activement soutenue par la SFIO ; Léon Blum vante, dans ses éditoriaux populaires, les vertus du «retour à l'autonomie» contre «la mainmise du Parti Communiste Français sur le mouvement syndical».

Mais durant le 1<sup>er</sup> semestre 47, les grèves soutenues par les majoritaires CGT s'intensifient dans tous les secteurs : début 47, gaziers de la Région Parisienne, dockers à Nantes, Michelin à Clermont-Ferrand, grève dans les ports, grève de la presse parisienne, grève chez Renault, chez les cheminots, les transports, les fonctionnaires, la métallurgie, les mines du Pas de Calais, Citroën, les grands magasins, les banques...

Le 5 mai 1947, Ramadier (1<sup>er</sup> ministre) met fin aux fonctions des ministres communistes au gouvernement.

L'ampleur de ces grèves fait peser des menaces sur les plans d'austérité financière et sociale institués par le gouvernement et appuyés par Washington. La Grande Bretagne et la France, le 17 juin 1947 acceptent l'aide Marshall. Ce plan est condamné fortement par la CGT et le PCF.

Les grèves continuent, chez Peugeot-Sochaux, Berliet, Michelin, les transports, la marine marchande

L'acceptation du Plan Marshall va marquer un tournant dans la politique du gouvernement français et creuser le fossé entre la SFIO et le PCF et à la CGT entre la tendance Frachon et la tendance Jouhaux.



Propagande patronale de l'époque...





## Le poids des Etats-Unis

Des efforts massifs – financiers particulièrement – sont consentis par l’AFL et l’Etat américain au profit des éléments réformistes du syndicalisme européen affaiblis par la poussée révolutionnaire enregistrée depuis la fin des années trente. L’expert en scission pour l’Europe du «Comité des syndicats libres» créé dès l’automne 1944, Irving Brown, pourvoyeur de fonds du «groupe Bothereau» au moins depuis l’automne 1945, peut commencer à convaincre le responsable, à Washington, dudit Comité, Jay Loveston, que son pessimisme de mars 1946 *«la situation est perdue et... sans espoir»* était prématuré. Le rôle décisif et précoce de l’intervention syndicale et étatique américaine dans une France considérée comme cruciale, *«pays n° 1 en Europe si l’on veut sauver le mouvement ouvrier occidental du contrôle totalitaire»* (I. Brown, 27 novembre 1945) au sein du mouvement ouvrier européen est souvent souligné par les historiens américains, qu’ils soient hostiles ou favorables à une scission inconcevable, pour eux, sans l’action et les subsides du tandem AFL – Département d’Etat.

On comprend que l’année 1946 se termine sur la défensive et l’incertitude. L’époque où les communistes disposaient d’une marge – fût-elle étroite – d’autonomie est désormais condamnée. Le coup d’éclat de Marcel Paul – signant le Statut de l’Electricien et du Gazier, élaboré avec et par sa Fédération, par un décret du 22 juin 1946, dans le propice intermède entre la démission de l’ancien gouvernement et la formation du nouveau, au grand dam des hauts fonctionnaires, socialistes et MRP, de l’Economie nationale et des Finances – n’aura pas de successeur. Après les élections à l’Assemblée Législative du 10 novembre 1946, le poste de la Production industrielle n’échoira plus jamais à un ministre communiste ; quant à Ambroise Croizat, contre lequel le patronat n’a cessé, depuis sa nomination, de tonner, le contournement des salaires lui est désormais interdit : l’article 123 bis de la loi budgétaire, voté le 25 septembre 1946 contre le seul groupe communiste, rappelle qu’il est soumis à l’approbation obligatoire du Ministre des Finances.



**M. THOMAS BRADEN, ANCIEN RESPONSABLE DE LA C.I.A  
CONFIRME QUE LES SYNDICATS EUROPEENS ONT RECUS  
DES FONDS SECRETS AMERICAINS**

«En 1947, la C.G.T avait organisé à Paris une grève qui avait failli paralyser l'économie française et avait fait craindre l'arrivée au pouvoir des communistes. C'est alors qu'intervient Jay Lovestone, ancien dirigeant du P.C. américain (mais aussi directeur de la section internationale de l'A.F.L.), et son assistant Irving Brown pour organiser la centrale française non communiste Force ouvrière, avec des fonds fournis d'abord par David Dubinsky, président du Syndicat international des ouvriers du vêtement féminin (International ladies' Garment Union), puis par la C.I.A., à laquelle ils firent appel après avoir épuisé leurs ressources...»

**Le Monde du 9 mai 1947**





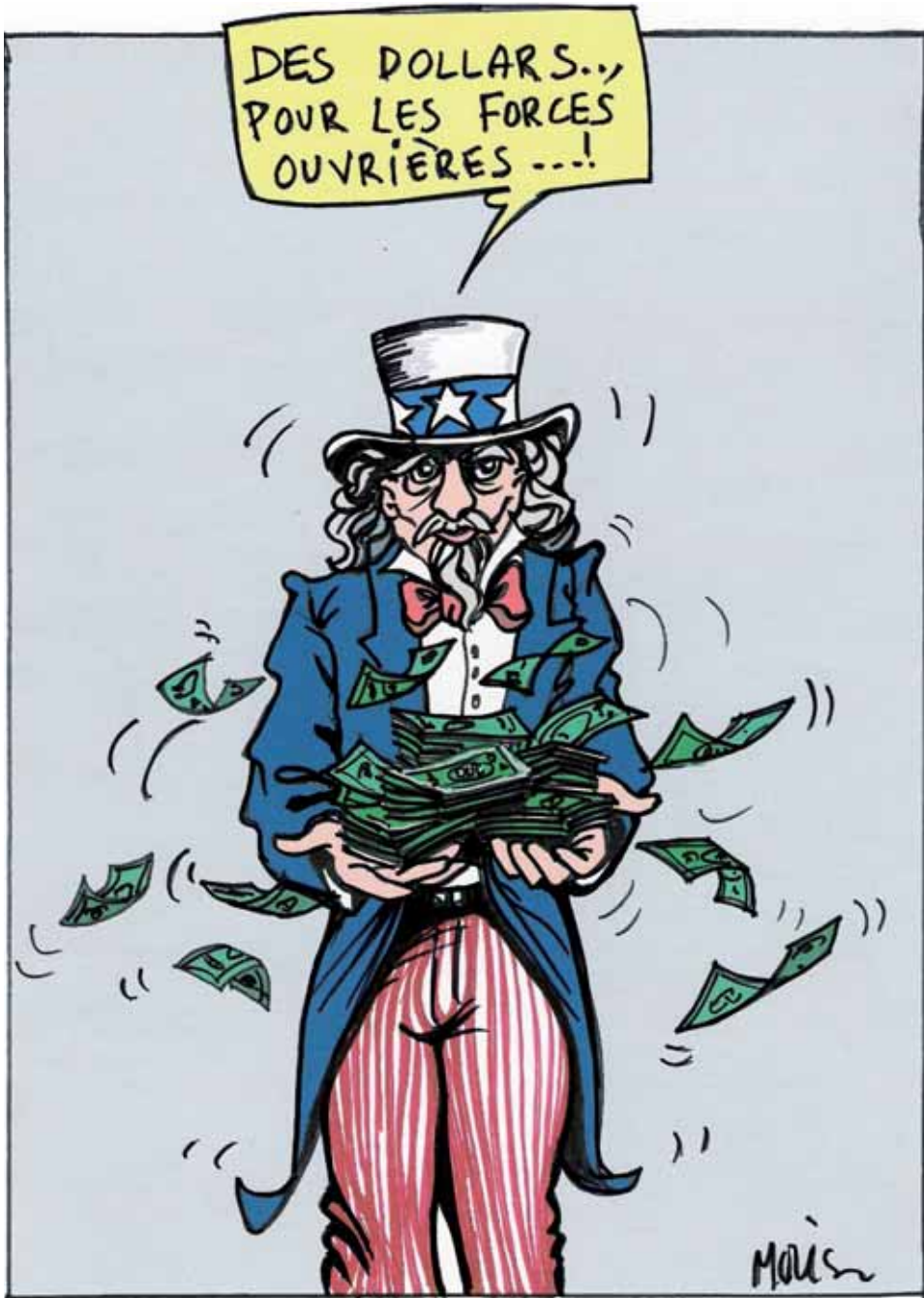


## Les divisions s'installent

La CGT perd, à la fin de 1946, des appuis particulièrement précieux à une époque où l'Etat détient seul la responsabilité officielle de fixer les salaires (le retour des Conventions Collectives n'interviendra pas avant la loi du 11 février 1950). Certains acquis ont certes été arrachés au finish, au premier rang desquels, le 5 octobre 1946, le Statut de la Fonction Publique, mis au point par une étroite collaboration entre Maurice Thorez et les syndicats de fonctionnaires : la SFIO le vote avec des réserves (qu'exprime plus crûment la droite) annonçant une prochaine révision, mais contrainte par un soutien des intéressés que les minoritaires les plus anti-unitaires (Pierre Neumeyer par exemple) reconnaissent alors.

La conjoncture ne permet pas d'en mettre toutes les richesses à profit. La majorité cégétiste espérait tirer parti d'un article 32 établissant le traitement net du fonctionnaire à 120 % au moins du salaire minimum vital – disposition qui fonde l'existence officielle d'une notion que les unitaires voulaient voir également reconnue. L'opération politique de décembre 1946-janvier 1947 leur coupe l'herbe sous le pied. Le gouvernement socialiste homogène constitué vers la mi-décembre, présidé par L. Blum, annonce, par la voix de son chef, le 31 décembre, une baisse des prix de 10 % en deux étapes. Les archives démontrent que la manœuvre, préparée par le CNPF, auquel on promet de «rattraper» les hausses différées (et qui correspond parfaitement à une demande toute récente de Washington) n'a pour but que de s'opposer à la demande cégétiste ; la presse (patronale en tête) s'extasie donc sur le miraculeux «choc psychologique» et la CGT se divise désormais nettement sur les revendications.





## 1947 l'année de la division

Au CCN du 15 janvier 1947, les minoritaires, dont la revue *Force Ouvrière* porte aux nues l'initiative de Léon Blum, s'opposent à la hausse des salaires en arguant de la baisse des prix. Tout semble alors concourir à l'affaiblissement syndical : un rigoureux blocage des salaires, que n'atténue plus un ministre favorable et habile, même lorsqu'il retrouve son portefeuille, dans le cabinet Ramadier de janvier 1947 (Ambroise Croizat se verra explicitement interdire toute initiative par le Président du Conseil socialiste) ; une aggravation régulière de la pénurie alimentaire, dont le printemps 1947, après un hiver exceptionnellement rigoureux, marque un des sommets ; un anticommunisme avivé par la perspective de la rupture définitive entre les anciens alliés de la guerre, à l'occasion de la Conférence de Moscou. C'est le 12 mars 1947 que Truman déclenche, par son discours au Congrès américain, la «guerre froide» qui a en France, comme ailleurs, des répercussions immédiates. Se développent alors les manœuvres scissionnistes amplifiées par l'intervention américaine évoquée plus haut. Dans la tournée systématique en Europe, où I. Brown promet aux syndicalistes «compréhensifs» un niveau de vie que ni les conceptions générales de leurs centrales ni les rigueurs de l'époque n'autorisent (selon le témoignage de l'Ambassadeur de France, Hoppenot), Paris constitue une fréquente étape.

Sans qu'il soit possible de quantifier la part relative des facteurs extérieurs et intérieurs de la rupture du 4 mai 1947, on peut affirmer la part considérable de Washington dans une opération qui vise principalement le PCF. L'éviction des ministres communistes, ici comme ailleurs, s'inscrit dans une stratégie de plus long terme, mise en œuvre avec une application particulière dans les pays où le mouvement ouvrier se réclame majoritairement du marxisme : la France et l'Italie.







## Le rôle du patronat français

Les milieux dirigeants français reçoivent désormais le soutien explicite de ceux de Washington pour cette mise à l'écart jugée indispensable par les uns et les autres. Les ambitieux projets européens des responsables économiques et politiques américains, définitivement mis au point dans les premiers mois de 1947 et destinés à éviter l'angoissante crise de surproduction qui les obsède, supposent une classe ouvrière, dans chaque pays concerné, sinon totalement convaincue des vertus de la « libre entreprise », du moins docile et sage. La CGT constitue donc logiquement un enjeu décisif dans la « guerre froide » commençante : affaiblie au printemps de 1947 – les mauvais résultats aux élections de la Sécurité Sociale (59 % « seulement » pour la CGT, 26 % pour la petite CFTC<sup>(14)</sup>) et les conditions difficiles du déclenchement de la grève de Renault, à partir du 25 avril, en témoignent – elle prête davantage aux manœuvres. C'est en mai 1947, peu de temps avant le lancement du plan Marshall par le discours de Harvard (5 juin) que William Bullit, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Paris entame dans *Life*, une série d'articles retentissants, intitulés « La France en crise. Pour vaincre le communisme, la démocratie française doit obtenir l'aide américaine ». Quelques mois plus tard, il y prônera l'indispensable rejet « un par un, après des batailles dures et épuisantes » des communistes hors du secrétariat de la CGT.





## Vers la scission

Pendant plusieurs mois la CGT officiellement toujours unie, semble marquer des points. Le gouvernement Ramadier qui, après l'exclusion des communistes du gouvernement, rassemble une coalition baptisée (à partir de l'automne) «Troisième force», vilipende avec constance, depuis le 3 juin 1947, le «chef d'orchestre clandestin» ; mais alors que les unitaires ne résistent plus aux grèves, redevenues logiques face à un Etat ouvertement hostile, il doit souvent céder à la masse ouvrière.

La significative grève des Cheminots du 2 au 12 juin 1947 révèle à la fois l'ampleur des pratiques scissionnistes et leurs limites. La fraction FO, foncièrement hostile à un conflit sur lequel sa revue observe le silence, n'avouera officiellement son opposition (à la hausse générale des salaires de la corporation) qu'après son issue heureuse, l'accord du 12 juin. Certes les militants FO ont mené une action multiforme contre la grève qualifiée de «politique», mais celle-ci n'en a pas moins été massive, associant toutes les catégories, ingénieurs inclus. On peut décrire de la même façon les autres conflits ou menaces de grève dans le secteur public, des mineurs (seconde quinzaine de juin) aux électriciens et gaziers (fin mai et 10-11 juin).

Le caractère presque automatique de l'affaire – veto étatique bientôt annulé par l'action ouvrière – a probablement conduit la majorité cégétiste à sous estimer l'adversaire. A l'époque même où elle semble pouvoir se féliciter après plusieurs grèves réussies, notamment dans les métaux, d'un accord avec le CNPF<sup>(15)</sup>, le 1<sup>er</sup> août qui majore l'ensemble des salaires de 11 %, s'amorce le verrouillage : réduit par l'Etat à une mesure qui en annule la portée, l'accord sert de prétexte à une nouvelle flambée des prix tandis que s'organise définitivement la scission et que se multiplient les syndicats autonomes (cheminots, métallurgie, RATP) réunis dans un comité de coordination.





## Le rôle de la SFIO

Au Congrès national de la SFIO, à la mi-août a triomphé de fait la motion de Leenhard, qui selon la formule d'un délégué socialiste, «*s'appelle en bon français la scission au sein de la CGT.*» Comment démêler les éléments intérieurs et extérieurs de l'opération, à une époque où la SFIO elle-même rapporte tous ses choix au Plan Marshall dans lequel elle voit, tel André Philip, l'unique «*planche de salut*» ? Une chose est certaine : la décision a anticipé les grèves de l'automne qui ne fourniront que l'occasion de la scission. Le voyage de Léon Jouhaux aux Etats-Unis, en octobre 1947 – dont la revue *Force Ouvrière* ne dit pas un mot – a probablement précipité les choses, et vaincu ses hésitations réelles. Plus lucide sans doute que nombre de ses proches sur des rapports de forces internes qui n'étaient plus ceux de 1920-1921, L. Jouhaux craignait que l'organisation scissionniste qu'il dirigeait ne soit squelettique : il aurait préféré la reconquête de l'intérieur.

La conjoncture de l'automne est propice : blocage des salaires, nouvelle aggravation du ravitaillement imputée aux paysans. La réduction de la ration de pain à 200 grammes, décidée le 2 juin, peu compatible avec l'Eldorado promis après le discours Marshall, n'est appliquée qu'à compter de fin août, à l'époque où les Américains offrent à la bizonie (est-ouest) allemande 500 grammes quotidiens. Cette situation détermine une agitation proche du désarroi ou du désespoir, que les majoritaires ont, à la rentrée, grand peine à canaliser.

A la veille de la scission, les confédérés n'hésitent pas, en effet, à attiser le feu. Les choix décisifs feront le reste : en septembre 1947, la résistance unitaire à l'envoi de péniches de sucre en Allemagne fait affronter ouvertement, à Verdun, les deux tendances, signe que le raidissement, face à l'assaut, n'a pas attendu la réunion fondatrice du Kominform, tenue à Szklarska Poreba, en Pologne, à la fin du mois.

## Les grèves de novembre et décembre 1947

Avant le flot des grèves de novembre-décembre, auxquelles l'historiographie dominante continue imperturbablement à attribuer la scission – écœurés par la violence unitaire les confédérés s'y seraient résignés – les jeux sont faits. Au CCN des 12 et 13 novembre, le désaccord entre tendances est officiellement affirmé sur tous les points. La motion présentée par René Cochinard s'oppose à la hausse générale des salaires réclamée par Pierre Le Brun ; le débat est ouvert sur les manœuvres de scission, dénoncées par Lucien Molino ; Benoît Frachon et Léon Jouhaux s'affrontent sur les méthodes d'action ; la résolution de Robert Bothereau, appuie, sans le décrire, le Plan Marshall que le long texte d'André Lunet rejette point par point (Débat fondamental dans lequel B. Frachon et L. Jouhaux se sont personnellement prononcés). Méthode typique de chaque camp : tandis que les majoritaires détaillent les dispositions américaines qui constituent «l'aide intérimaire» (des quatre premiers mois de 1948) puis le Plan Marshall stricto sensu, les minoritaires, devenus «Force Ouvrière» officiellement structurée depuis la Conférence nationale des 8 et 9 novembre fondent l'approbation sur l'anticommunisme exclusif, n'exposant jamais les clauses précises desdits plans.

Les grèves ne fourniront que l'occasion d'une rupture qui les a précédées et les dépasse singulièrement. Grèves de l'isolement ouvrier, qui consacrent la défaite de la stratégie de «Bataille de la Production».

Grèves politiques ? Certes, notamment dans la mesure où elles expriment la déception profonde de savoir brisée pour longtemps l'espérance placée dans les lendemains de la Résistance et la Libération. La frénésie déployée contre les mineurs du Nord-pas de Calais a pu raviver, pour nombre d'unitaires, le souvenir des puits et corons de l'occupation...





## Ne pas sous estimer le rôle des patrons



LE RÊVE AMÉRICAIN... DES OUVRIERS DOCILES !

## Echos de la presse étrangère

### Extrait du *Times*, article publié le 18 décembre 1947

Le *Times* titre : «Rupture dans la CGT – Possibilités d’avoir deux mouvements» et en sous-titre : «Réunion anticommuniste»,

«Un événement important dans les affaires troublées du syndicalisme français aura lieu demain quand Force Ouvrière, le mouvement anti-communiste à l’intérieur de la CGT, tiendra une conférence nationale... Le résultat de cette conférence sera probablement d’appeler à la scission.»

### Extrait du *Journal de Genève* du 20 décembre 1947

qui insiste plus sur l’homme L. Jouhaux :

«Secrétaire général de la CGT, il se dresse ouvertement contre l’organisation qui, dit-il, abuse de sa position et lance ses alliés dans une aventure politique. Il a lancé jeudi un appel aux travailleurs, les invitant à rallier Force Ouvrière, organisation syndicale à tendance modérée, qui ne jouissait jusqu’à ce jour que d’un prestige modéré. Comme un grand nombre d’ouvriers ont déjà quitté spontanément la CGT à cause de sa politique communiste, on prévoit que l’appel de L. Jouhaux sera couronné de succès.»



(Reynaud, Blum, Ramadier.)







## Décembre 1947, la scission est consommée

Un échec sérieux, souligné par la scission officielle – la démission, au terme de la deuxième conférence nationale des «Amis de F.O.» les 18 et 19 décembre 1947 des cinq secrétaires minoritaires (Léon Jouhaux, Raymond Bothereau, Albert Bouzanquet, Georges Delamarre et Pierre Neumeyer) amorce la naissance officielle de «Force Ouvrière».

Si la CGT réunifiée et puissante des lendemains de la Libération a eu grand peine, au fil des années à préserver le pouvoir d'achat, elle a pu arracher un certain nombre d'acquis de long terme : même remis en cause – gestion et fonctionnement des nationalisations ou de la Sécurité Sociale, par exemple – ils auront été globalement maintenus.

Fortement soumise à la conjoncture nationale et internationale, la CGT n'a pu résister aux formidables pressions exercées en France et à l'étranger, par les classes dirigeantes. Que l'œuvre ait été assumée, par des éléments socialistes, seuls présents dans la Confédération, ne change rien à l'affaire.

Mais de la coupe aux lèvres, il y a loin : la scission a été réalisée avec l'objectif explicite de donner à la «Troisième Force» l'assise populaire qui lui manquait cruellement : or, la CGT, «maintenue», affaiblie, mais solide encore, conserve en sa faveur le rapport des forces relatif entre tendances, qui assure son influence au sein de la classe ouvrière, tandis que F.O. ne séduit guère hors des sphères de non productifs déjà conquises. 1947 n'est pas 1921 : la majorité du syndicalisme cégétiste, désormais acquise à la révolution, faute d'avoir fait triompher sa stratégie, continuera à entraver singulièrement celle de l'adversaire de classe, rivé au tuteur atlantique.

## Deuxième scission mars 1948 : création de la FEN

Le 23 mars 1948, la Fédération de l'Education nationale quitte la CGT et passe à l'autonomie et le 12 avril de la même année, la Confédération Force Ouvrière naît officiellement. La scission est consommée, le pluralisme syndical s'instaure : trois confédérations (CGT, CFTC, FO) et une Fédération professionnelle de fonctionnaires autonome (FEN<sup>(16)</sup>). D'autres organisations professionnelles autonomes d'importance inégale se créeront dans les mois et les années suivantes. Cette situation va-t-elle s'institutionnaliser ou évoluer comme ce fut le cas pendant la seconde guerre mondiale ? La question se pose alors et nombreux sont ceux, à la CGT, qui estiment provisoire la nouvelle scission du mouvement syndical français. Près de dix ans plus tard, un regroupement des réorganisations réformistes tente de s'opérer sur une base d'exclusion de la CGT. Qu'il s'agisse de l'isoler, de la réduire comme organisation syndicale la plus puissante ou de la contraindre (pour exister) à renoncer à ce qu'elle est, à son orientation de masse et de classe. Cette opération échouera, elle ne sera pas la dernière ! Comment la CGT a-t-elle donc «tenu» durant ces dix années dans un contexte mondial de lutte nécessaire pour sauver la paix, dans une France où le grand capital redresse la tête, reprend progressivement le contrôle de l'Etat, reconstitue et amplifie ses profits en aggravant l'exploitation des travailleurs, s'accroche avec acharnement à son empire colonial qu'il finira par perdre totalement 14 ans plus tard (après deux guerres coloniales menées contre l'avis majoritaire de la population, la guerre d'Indochine et la guerre d'Algérie). N'oublions pas les émeutes du 29 mars 1947 à Madagascar où la répression militaire fit des milliers de morts. Il faut rappeler que tout au long de ces années la CGT s'est toujours opposée à ces guerres coloniales.





## Siège du patronat à Paris



*Après les divisions, derrière ces grilles le patronat pavoise...*

## Nous allons voir dans les pages suivantes la position des historiens

**Extrait du livre d'Annie Lacroix-Riz «La CGT de la Libération à la scission»  
Ed. Page 253**

«Du Conseil national de mai au Congrès d'août 1947, le phénomène [*de scission*] se distingue parfaitement à travers les grèves qui éclatent à partir de mai, et qui placent les minoritaires dans une situation fort complexe et contradictoire, en raison des relations de plus en plus étroites qu'ils ont nouées avec l'Etat, par le biais de la SFIO. Celle-ci a dû très vite renoncer à la tentation gauchiste qui l'avait saisie au début du conflit de Billancourt. Dès le 3 mai, dans un éditorial du *Populaire*, H. Noguères a rectifié le tir, distinguant entre «la forme (-) instinct de solidarité qui s'élève spontanément dans notre journal avec tout mouvement de la classe ouvrière», le poussant à encourager «la base» de se poser «la question préjudicielle à savoir si ce mouvement est conforme ou non à (la) propre politique» de la SFIO – et «le fond», c'est-à-dire les revendications mêmes des grévistes (...) : un relèvement général des salaires serait incompatible avec la politique de baisse à laquelle le Parti socialiste reste plus attaché que jamais...».

La SFIO compte en effet sur les groupes socialistes d'entreprises, base de masse de Force Ouvrière, pour appliquer sans soulever d'excessifs remous une politique salariale et sociale qu'elle sait peu enthousiasmante pour le monde du travail. L'unité cégétiste se présente comme l'obstacle décisif à la réalisation d'une des conditions de (son) programme, qui est, rappelle Gazier au CN du 6 mai, «le maintien des salaires à leur niveau actuel». Encore sous le coup des élections à la Sécurité sociale et des rudes empoignades subies par les unitaires à la Régie Renault, toutes les tendances du parti (de Mollet à Le Bail) s'unissent pour célébrer – et manifestement surestimer – le récent affaiblissement des communistes au sein de la CGT. Elles ne divergent pas quant aux méthodes aptes à amoindrir l'influence que les majoritaires ont incontestablement conservée, voire à les écraser purement et simplement. Ainsi est modulée la tactique préconisée aux GSE<sup>(17)</sup> pour réaliser la conquête plus urgente que jamais.

Dès le mois de mai, la droite de la SFIO décrit plus clairement que les autres courants le changement souhaité. Si le mot de scission demeure en général tabou, les droitiers n'hésitent pas à l'employer, et les pratiques employées par Force Ouvrière à la fin du printemps, insinuent qu'ils n'ont pas prêché dans le désert.







Extrait du livre de Michel Dreyfus «Histoire de la CGT» Ed. Complexe, 1995

Page 203 :

«Devant cette montée des mouvements revendicatifs, les confédérés se trouvent dans une situation contradictoire, tirillés qu'ils sont entre leur volonté d'y participer et leur désir de rejeter ces grèves qu'ils jugent aventuristes : le fossé se creuse chaque jour entre les unitaires<sup>(18)</sup> et les «Amis de Force Ouvrière» qui soutiennent la politique gouvernementale et dénoncent de plus en plus ouvertement l'orientation communiste au sein de la CGT. Le contexte international exacerbe les oppositions. A l'issue d'une accalmie relative durant l'été 1947 (deux accords concernant les augmentations salariales sont signés entre la CGT et le CNPF – le second est refusé quelques jours plus tard par le gouvernement), l'agitation reprend début septembre. Dès lors, motivations politiques et sociales deviennent inextricables».



Nous avons choisi ces deux extraits parce qu'ils démontrent bien dans le contexte de l'époque, le poids de la situation politique tant au niveau national qu'international.

Dans ce contexte le rôle de la politique et les choix différents des militants de la CGT de l'époque sont les véritables causes de cette scission.

Dans ces conditions, dire qu'il y avait d'un côté ceux qui faisaient de la politique et de l'autre ceux qui n'en faisaient pas reviendrait à affirmer une contrevérité historique.



## Les quatre secrétaires confédéraux qui suivirent Jouhaux en décembre 1947

**Robert BOTHEREAU** : né le 22 février 1901 à La Baule (Loiret), secrétaire de l'UD CGT du Loiret de 1929 à 1933. Résistant, il participa aux Accords du Perreux en avril 1943 (avec Saillant pour les Confédérés, et Tollet et Raynaud pour les Unitaires). Il a créé en 1946 le groupe des «Amis de Force Ouvrière». En avril 1948 il est élu secrétaire de F.O., place qu'il occupera jusqu'en 1963 (remplacé alors par Bergeron). Il deviendra ensuite Conseiller général de la Banque de France de 1963 à 1973. Il sera Conseiller d'Etat de 1964 à 1967 sous le gouvernement Pompidou.

**Albert BOUZANQUET** : né le 31 août 1897 à Claransac (Gard), secrétaire adjoint des syndicats de la Tunisie en 1929 et rédacteur en chef de la *Tunisie libre*. En 1942 il entre dans la résistance et est délégué de la CGT en 1943 à l'Assemblée consultative d'Alger. Il devient secrétaire confédéral de la CGT en 1944 et suivra Jouhaux en décembre 1947. Il démissionne de la Confédération FO en 1950. Secrétaire de la Grande loge maçonnique de 1965 à 1968, il décède en 1971.

**Pierre NEUMEYER** : né le 17 janvier 1878 à Saint-Dié (Vosges). Il devient secrétaire général de la fédération des Fonctionnaires en 1914 au côté de Charles Laurent. En 1926 il entre au bureau confédéral de la CGT confédéré. En 1930 la préfecture le fichait comme socialiste proche de L. Blum. Sous l'occupation, il est membre du réseau Libération Nord. Il suit Jouhaux en décembre 1947 et sera trésorier confédéral de FO. Il finira comme membre du Conseil économique de 1954 à 1958

**Georges DELAMARRE** : né à Persan (Seine et Oise) en 1907. Entre chez Renault en 1933, élu délégué CGT en 1936, il démissionnera de ses responsabilités en 1938. En 1943, il entre dans la clandestinité et dans la résistance Libération Nord. Arrêté en juillet 1944 il est déporté et libéré par l'armée américaine. Il suivra Jouhaux en décembre 1947 et sera secrétaire confédéral de FO jusqu'en 1952 ensuite il prendra la direction de la Fédération des métaux. Il fut membre du Conseil économique.





## Conclusion

Nous sommes arrivés à la fin de ce petit livret. Nous espérons qu'il vous permettra de mieux comprendre cette période complexe de la scission de la CGT en 1947.

Période qui ne peut être traitée ni par des déclarations à l'emporte-pièce comme c'est trop souvent le cas ni avec des sentiments qui souvent peuvent amener à des déformations de l'Histoire.

Chacune et chacun aura à en tirer ses propres réflexions et pourra se référer s'il le souhaite aux documents que nous avons utilisés et que nous citons ci-dessous.

Il nous arrive que l'on nous pose la question : «Après cette deuxième scission, y aura-t-il réunification ?»

Pour nous la réponse est claire : notre rôle est de dire l'Histoire mais pas de dire l'avenir. Cependant la connaissance de l'Histoire nous permet d'affirmer que chaque fois que les forces populaires ont su se rassembler massivement, elles ont gagné.

Les 47<sup>e</sup> et 48<sup>e</sup> Congrès de la CGT ont mis en avant le syndicalisme rassemblé. C'est l'affaire de toutes et tous. Il faut y travailler au niveau national, européen, mondial. Pour lutter contre un capitalisme mondial de plus en plus inhumain, le rassemblement des forces populaires est indispensable afin de mener une lutte efficace.

**Charles RAMAIN**

### Documents utilisés :

- *Histoire de la CGT* de Michel Dreyfus. Editions sociales
- *Chronologie de l'Histoire universelle* (Ed. Albin Michel)
- *Le maitron : Dictionnaire biographique*
- *La CGT de la Libération à la scission de 1944 à 1947* d'Annie Lacroix-Riz. Editions sociales
- *Approches historiques du CCEO<sup>(19)</sup> de la CGT*
- Photos : V.O Editions
- Dessins : Jean Effel, Maurice Morier

## Petit lexique

- (1) CGT : Confédération Générale du Travail
- (2) FO : Force Ouvrière
- (3) CGTU : Confédération Générale du Travail Unitaire
- (4) CCN : Centre Confédéral National (de la CGT)
- (5) AFL : American Federation of Labor
- (6) OIT : Organisation Internationale du Travail
- (7) BIT : Bureau International du Travail
- (8) CE : Commission Exécutive
- (9) CISL : Confédération Internationale Syndicats Libres
- (10) MRP : Mouvement Républicain Populaire
- (11) SFIO : Section Française de l'Internationale Ouvrière
- (12) PCF : Parti Communiste Français
- (13) Confédérés : tendance Jouhaux
- (14) CFTC : Confédération Française des Travailleurs Chrétiens
- (15) CNPF : Confédération Nationale du Patronat Français
- (16) FEN : Fédération Education Nationale
- (17) GSE : Groupes Socialistes d'Entreprises
- (18) Unitaires : tendance Frachon
- (19) CCEO : Centre Confédéral Etudes Ouvrières

## Publications déjà parues

- L'histoire de la Bourse du Travail de la place Guichard à Lyon (2003)
- 115 ans de chronologie du mouvement ouvrier (2004)
- 1906 : le Congrès d'Amiens - Le temps de travail, les rapports syndicats-partis politiques (2005)



